



Tous droits réservés

DROIT DE LA FAMILLE

Séance 3 - La dissolution du PACS

I. Le causes de rupture du PACS.....	2
A) La dissolution du PACS pour cause de mort ou de mariage	2
B) Les causes de rupture volontaire	2
1) La dissolution par la volonté commune des partenaires.....	3
2) La dissolution par la volonté unilatérale de l'un des partenaires	3
3) Les conditions particulières de rupture en présence d'au moins un partenaire soumis à un régime de protection (tutelle ou curatelle)	4
II. Les effets de la rupture du PACS.....	4
A) Les effets personnels de la dissolution du PACS	5
1) Les effets personnels à l'égard des anciens partenaires	5
2) Les effets personnels à l'égard des enfants.....	5
B) Les effets pécuniaires et patrimoniaux de la dissolution du PACS	6
1) Les effets dans les relations entre les anciens partenaires et les tiers.....	6
2) Le partage du patrimoine des partenaires	6
3) Les conséquences pécuniaires de la dissolution.....	7

I. Le causes de rupture du PACS

Un PACS peut être dissout soit automatiquement pour cause de mort ou de mariage (A), soit de manière volontaire (B).

A) La dissolution du PACS pour cause de mort ou de mariage

D'après l'**article 515-7 al. 1 du Code civil**, le mariage comme le décès de l'un des partenaires entraîne dissolution automatique du PACS. Avant la **Loi du 23 juin 2006** seul le mariage de l'un des partenaires avec une autre personne entraînait dissolution automatique mais depuis cette loi le cas du mariage entre les partenaires de PACS eux-mêmes entraîne les mêmes effets.



Attention : Toujours d'après ce même **alinéa 1**, la dissolution du pacte prend effet à la date de l'évènement (mariage ou mort) et non à la date de l'enregistrement de la dissolution.

Dans un cas comme dans l'autre, c'est à l'officier d'état civil célébrant le mariage ou constatant le décès d'adresser respectivement un extrait de l'acte de mariage ou un extrait de l'acte de décès au notaire ou à l'officier d'état civil ayant enregistré la déclaration conjointe des partenaires. Il incombe à ces derniers de procéder à l'enregistrement de la dissolution du pacte et de faire procéder aux formalités de publicité (**art. 515-7 al. 2 C. Civ.**).

B) Les causes de rupture volontaire

Les partenaires de PACS sont libres de résilier leur convention à tout moment, soit par une décision commune ; soit par une décision unilatérale (**art. 515-7 al. 3 C. civ.**). Des dispositions spécifiques s'appliquent pour les partenaires placés sous un régime de protection.



À retenir : Que la dissolution résulte d'une volonté commune ou individuelle, elle « *prend effet, dans les rapports entre les partenaires, à la date de son enregistrement.* » (**art. 515-7 al. 7 C. civ.**). En revanche, « *Elle [n'] est opposable aux tiers à partir du jour où les formalités de publicité ont été accomplies.* » (**art. 515-7 al. 8 C. civ.**).

1) La dissolution par la volonté commune des partenaires

La dissolution par volonté conjointe des partenaires est prévue aux **alinéas 3 et 4** de l'**article 515-7 du Code civil**.

La déclaration conjointe des partenaires de leur volonté de dissoudre leur PACS doit être remise à l'officier d'état civil ou au notaire ayant initialement enregistré leur convention. Une copie de la pièce d'identité de chacun des partenaires doit être jointe à la déclaration conjointe de dissolution.

Après vérification de la complétude du dossier, l'officier d'état civil ou le notaire enregistre la dissolution du PACS et fait procéder aux formalités de publicité. Enfin, les ex-partenaires se voient adresser par lettre simple un récépissé d'enregistrement actant la dissolution de leur pacte.

2) La dissolution par la volonté unilatérale de l'un des partenaires

La dissolution par volonté unilatérale de l'un des partenaires est prévue aux **alinéas 3 et 5** de l'**article 515-7 du Code civil**.



À retenir : « *Le partenaire qui décide de mettre fin au pacte civil de solidarité le fait signifier à l'autre. Une copie de cette signification est remise ou adressée à l'officier de l'état civil du lieu de son enregistrement ou au notaire instrumentaire qui a procédé à l'enregistrement du pacte.* » (**art. 515-7 al. 5 C. civ.**).



Attention : Le partenaire souhaitant rompre unilatéralement le PACS n'a pas à motiver sa décision.

La demande de dissolution du pacte doit donc être signifiée par voie d'huissier et le partenaire destinataire est tenu d'acquiescer. L'huissier transmet alors une copie à l'officier d'état civil ou au notaire ayant initialement procédé à l'enregistrement, à charge pour lui de procéder à l'enregistrement de la dissolution et de faire procéder aux formalités de publicité (**art. 515-7 al. 6 C. civ.**).

3) *Les conditions particulières de rupture en présence d'au moins un partenaire soumis à un régime de protection (tutelle ou curatelle)*

Si l'un des partenaires est soumis à un régime de tutelle, la signification doit être adressée à son tuteur.

La signification pourra cependant être adressée directement au majeur sous curatelle, l'intervention du curateur ne sera nécessaire que « *pour procéder à la signification* » (**art. 461 al. 3 C. civ.**). De même si c'est le partenaire soumis à un régime de tutelle qui est à l'origine de la dissolution, la signification « *est opérée à la diligence du tuteur* » (**art. 462 al. 3 C. civ.**).

La rupture unilatérale du PACS peut être de l'initiative du tuteur du partenaire qui serait soumis à un régime de tutelle. Cette rupture spécifique est prévue à l'**alinéa 4** de l'**article 462 du Code civil**. Elle nécessite cependant l'autorisation du juge des tutelles ou du conseil de famille, "*après audition de l'intéressé et recueil [...] de l'avis des parents et de l'entourage*".

En revanche, tant pour un majeur sous curatelle que pour un majeur sous tutelle, « *Aucune assistance ni représentation ne sont requises pour l'accomplissement des formalités relatives à la rupture par déclaration conjointe.* » (**art. 461 al. 3 C. civ.** et **art. 462 al. 5 C. Civ.**).

II. Les effets de la rupture du PACS

Les effets de la dissolution du PACS ne font pas l'objet d'une législation précise et sont beaucoup plus radicaux que ceux du divorce.

Le principe est celui de la séparation à l'amiable des partenaires. Cependant en cas de désaccord entre les anciens partenaires, le juge aux affaires familiales du tribunal judiciaire ou de proximité territorialement compétent pourra être saisi. Il peut également être saisi aux fins de statuer sur les conséquences patrimoniales de la rupture ainsi que sur l'éventuelle réparation des préjudices qui en découlent.

A) Les effets personnels de la dissolution du PACS

1) Les effets personnels à l'égard des anciens partenaires



À retenir : Dès l'enregistrement de la rupture du PACS, celui-ci n'a plus aucun effet entre les partenaires. Ainsi, toutes les obligations mutuelles qui leur incombait (vie commune, aide matérielle, etc.) disparaissent également.

2) Les effets personnels à l'égard des enfants

L'**article 371-1 du Code civil** dispose que « L'autorité parentale est un ensemble de droits et de devoirs ayant pour finalité l'intérêt de l'enfant.

Elle appartient aux parents jusqu'à la majorité ou l'émancipation de l'enfant pour le protéger dans sa sécurité, sa santé et sa moralité, pour assurer son éducation et permettre son développement, dans le respect dû à sa personne. ».

L'autorité parentale est donc exercée conjointement par les deux parents jusqu'à la majorité (ou l'émancipation) de l'enfant. La résidence de l'enfant commun des partenaires de PACS est une décision relevant de l'autorité parentale.

En cas de rupture du PACS, c'est le juge aux affaires familiales qui est compétent pour statuer sur la garde des enfants si aucun accord amiable n'est trouvé entre les anciens partenaires.

Le principe est celui de la garde alternée des enfants en cas de séparation. Cependant le juge pourra fixer la résidence de l'enfant au domicile d'un seul des deux anciens partenaires si son intérêt supérieur le commande.



Attention : Même en cas de fixation de la résidence de l'enfant au domicile d'un seul des deux parents, l'obligation alimentaire qui incombe à chacun des parents perdure. Ainsi chacun des anciens partenaires est tenu de veiller à assurer l'entretien et l'éducation de l'enfant sous la forme d'une pension alimentaire versée à l'autre. La détermination du montant de cette pension relève du pouvoir souverain du juge.

B) Les effets pécuniaires et patrimoniaux de la dissolution du PACS

1) *Les effets dans les relations entre les anciens partenaires et les tiers*

Les partenaires sont considérés pacsés tant que les formalités de publicité de la dissolution n'ont pas été accomplies (v. supra). De ce fait, les tiers peuvent continuer de demander paiement des dettes de la vie courante à l'un des partenaires, car les partenaires sont solidairement tenus des dettes de la vie commune au cours de leur « union ». Cela prend fin une fois les formalités de publicité effectuées

2) *Le partage du patrimoine des partenaires*

Pour les partenaires pacsés sans régime d'indivision (séparation de biens), chacun récupère ses biens propres, cela ne pose pas de difficultés.

Pour les partenaires ayant opté pour le régime de l'indivision, leur patrimoine commun devra être liquidé, en principe à l'amiable mais parfois judiciairement (intervention du juge aux affaires familiales).



À retenir : Deux solutions existent :

- Soit le partenaire qui conserve le bien indivis paie à l'autre la moitié de la valeur du bien ;
- Soit les partenaires vendent le bien et s'en partagent le produit.

Par ailleurs et conformément au droit commun, un bien indivis pourra être attribué de manière préférentielle à l'un des partenaires. L'**article 515-6 du Code civil** renvoie aux **articles 831, 831-2, 832-3 et 832-4** du même Code. Ainsi l'attribution préférentielle pourra concerner : tout ou partie d'une entreprise (agricole, artisanale, commerciale, industrielle ou libérale), la propriété ou le droit au bail d'un local professionnel ou d'habitation, des droits sociaux ainsi que les biens meubles nécessaires à l'exploitation d'un bail rural.

En outre, par renvois successifs, l'**article 515-6 al. 2 du Code civil** permet l'application de l'**article 831-2** à la situation du « partenaire survivant » si le défunt a expressément prévu par testament l' *« attribution préférentielle : 1° De la propriété ou du droit au bail du local qui lui sert effectivement d'habitation, s'il y avait sa résidence à l'époque du décès, et du mobilier le garnissant, ainsi que du véhicule du défunt dès lors que ce véhicule lui est nécessaire pour les besoins de la vie courante ; »*.

Enfin, l'**article 515-6 al. 3 du Code civil** renvoi à l'**article 763 du Code civil** offrant au partenaire survivant un droit de jouissance sur le logement et les meubles le garnissant durant une période d'un an après le décès du partenaire. Ce n'est cependant pas une disposition d'ordre public donc le défunt aura pu écarter son application par testament. Le droit en question est considéré comme un droit successoral contrairement à ce qui est prévu en présence d'un conjoint survivant.



À retenir : La rupture du PACS n'a aucun effet sur le testament ; ainsi, les partenaires qui ont rédigé un testament au profit l'un de l'autre demeurent héritiers sauf annulation du testament.

3) Les conséquences pécuniaires de la dissolution

L'**article 515-7 dernier aliéna du Code civil** prévoit que « *sauf convention contraire, les créances dont les partenaires sont titulaires l'un envers l'autre sont évaluées selon les règles prévues à l'article 1469.* ». Ce sont donc les règles du divorce qui vont s'appliquer en la matière. Ainsi, les créances entre partenaires obéissent à la règle des dettes de valeur i.e. on s'intéresse à la valeur de l'objet de la dette, pas à son montant nominal.



Exemple : Si le partenaire A prête 200 000 euros au partenaire B afin qu'il puisse s'acheter un bien immobilier, à la dissolution du PACS le montant qui sera retenu ne sera pas de 200 000 euros mais la valeur du bien au jour de la dissolution.

Ce principe peut cependant être adapté par la volonté des partenaires tant que cette adaptation résulte de leur volonté commune.

De même, la suite de l'**article 515-7 alinéa 11 C. civ.** indique que « Ces créances peuvent être compensées avec les avantages que leur titulaire a pu retirer de la vie commune, notamment en ne contribuant pas à hauteur de ses facultés aux dettes contractées pour les besoins de la vie courante. ». Cela indique qu'une action de *in rem verso* est ouverte au partenaire estimant avoir été lésé car ayant participé plus que de raison aux charges du ménage.



Attention : Cette action ne peut cependant concerner une contribution déséquilibrée lors de l'achat d'un bien indivis puisque l'**article 515-5-1 in fine du Code civil** l'interdit expressément.